

Résister à la guerre culturelle de l'extrême droite

Depuis quelques années, une vague illibérale s'abat sur nos démocraties occidentales, portée par des populistes d'extrême-droite aux accents autoritaires et réactionnaires, dont le modèle principal est désormais le mouvement MAGA de Donald Trump. De nombreuses personnalités, par idéologie ou par opportunisme, reprennent ces idées et permettent la propagation de fake news et de concepts erronés et propagandistes, comme le « grand remplacement », ou le « wokisme », terme fourre-tout utilisé pour discréditer et attaquer l'écologie, le féminisme, l'avortement, le droit à autre sexualité, les politiques sociales, et même la science. Les promoteurs de ces idées, défenseurs d'une « liberté de penser » à sens unique, assument le concept de « guerre culturelle » : il ne faut pas sous-estimer ce danger dans notre propre pays, car dans cette guerre, nous savons déjà qui seront les victimes en cas d'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite, qui semble de plus en plus proche et inéluctable.

A cet égard, le premier réflexe du nouveau gouvernement Trump a été en effet de supprimer le ministère de l'éducation, qui aidait principalement les écoles les plus démunies, et de s'en prendre violemment à la recherche, aux Universités et à la fonction publique, accusées de propager le « wokisme ». C'est ainsi que des milliers de postes ont été supprimés, des subventions publiques retirées, des programmes de recherche annulés, leurs résultats effacés des bases de données publiques. L'enseignement religieux et privé est favorisé, et dans dans de nombreux Etats, la séparation entre Eglise et Etat est mise à mal y compris dans les écoles publiques. Les bibliothèques publiques et scolaires sont purgées des livres ne correspondant pas à l'idéologie réactionnaire MAGA, dont ceux dénonçant l'esclavage.

Par ailleurs, le saccage systématique des programmes publics concernant le dérèglement climatique et la vaccination est une régression historique sans équivalent dans le domaine de la prévention des risques et de la protection des populations, en particulier contre les maladies infantiles. Cette chasse aux sorcières semble pire que le maccarthysme anticomuniste des années 1950, et fait plutôt penser aux méthodes des pays totalitaires.

C'est ainsi aussi que le droit à la négociation collective dans les services publics a été rayé par un décret, avec comme but de faire taire les syndicats de fonctionnaires, et les droits fondamentaux des fonctionnaires américains renvoyés pour ce qu'ils sont, ce qu'ils font ou ce qu'ils pensent, bafoués, malgré de nombreux recours en justice, puisque le contrôle de la cour suprême assure à Donald Trump l'application de ses décrets. C'est ainsi que l'armée a été envoyée dans les grandes villes des Etats démocrates réticents à appliquer les mesures iniques du gouvernement fédéral, sous prétexte de lutte contre la criminalité et l'immigration illégale. C'est ainsi enfin qu'être antifasciste est désormais considéré comme un acte terroriste, en prenant comme prétexte l'assassinat d'un influenceur trumpiste, mais en oubliant cyniquement l'assassinat d'une élue démocrate et de son mari cet été par un partisan d'extrême-droite. Le but est à peine caché : la répression de tout mouvement s'opposant aux actes autoritaires du gouvernement par l'intimidation et la force. En résumé, le début d'une dictature.

L'exemple de ce qui se passe aux Etats-Unis ne doit pas être pris à la légère. Nous, personnels de l'éducation et de la recherche, fonctionnaires, sommes clairement en première ligne de cette guerre culturelle, désormais mondiale. Nous sommes une des principales cibles car nous éduquons, nous informons de la vérité factuelle et scientifique, ce que détestent tous ceux qui veulent subjuguer les esprits.

Croire que nos institutions nous protègent d'un tel basculement est au mieux naïf, au pire irresponsable. L'exemple américain, mais aussi l'histoire, nous montrent que les institutions paraissant les plus solides peuvent être contrôlées ou bafouées par un pouvoir autoritaire.

En France, cette guerre est portée par une propagande de masse martelée par des médias « d'opinion » comme Cnews et via les réseaux sociaux. La propagation de ces idées est financée par des personnalités

fortunées, en particulier les milliardaires catholiques identitaires Pierre-Edouard Stérin et Vincent Bolloré. Elles ont fini par contaminer l'essentiel des débats, y compris sur des médias plus traditionnels, d'habitude plutôt néolibéraux ou modérés, d'abord par obsession de l'audience, puis par complaisance. Elles sont maintenant reprises par certaines personnalités politiques issues de la droite classique qui revendiquent « l'union des droites », mélangeant, à l'image du trumpisme, un relativisme complaisant envers les idées xénophobes sous prétexte de la lutte contre l'insécurité, la défense d'une fiscalité allégée pour les plus riches, la privatisation des services publics, et des attaques éhontées contre l'État de droit et l'indépendance des juges. En particulier, le tabou de l'alliance de la droite et d'une partie du grand patronat avec l'extrême-droite semble avoir disparu devant le spectre d'un nouvel impôt sur la fortune. Les passionnés d'Histoire reconnaîtront une situation hélas comparable à celle des années 1930-1940 : « plutôt Hitler que le Front Populaire ».

Tout cela favorise une ambiance délétère qui libère la parole raciste et les discours les plus radicaux, où des menaces de mort et des actes délictueux deviennent des faits courants envers des élus, des personnalités, des juges, où le passage à l'acte de groupuscules et d'individus violents devient récurrent : attaques contre des lieux associatifs et des cafés considérés comme de gauche ou antifascistes (dernièrement à Caen et à Brest), insultes, agressions dans la rue, y compris de simples passants, en raison de l'appartenance réelle ou supposée à la gauche, à une origine ethnique ou une religion. Des faits divers récents, allant jusqu'à la menace terroriste, montrent que les discours portés par les mouvances d'extrême-droite ont des conséquences concrètes et dangereuses, de plus en plus fréquentes et de moins en moins isolées.

Nous sommes donc sur un point de bascule historique où un nouveau fascisme est en passe de prendre le pouvoir, où la négation de l'état de droit et de la légitimité de la justice sont devenus un discours dominant, où la perversion des institutions vers l'autoritarisme et l'abus de pouvoir deviennent un risque imminent, et où pour finir, la violence politique, la répression syndicale et la criminalisation de toute opposition et de toute différence risquent de devenir la normalité. N'oublions jamais que l'extrême-droite (y compris le RN) n'a jamais caché sa forte hostilité aux syndicats et sa volonté d'en finir avec les règles de représentativité actuelles pour nous

remplacer par des organisations corporatistes qu'elle contrôlerait.

Les digues politiques et médiatiques ont cédé, la digue institutionnelle est sur le point de céder aussi. Les syndicats, le service d'éducation et la justice résistent encore. Nous avons la responsabilité historique d'être un rempart.

Plus que jamais, nous affirmons donc que le progrès social réclamé par le projet de société CFDT est incompatible avec les idées d'extrême-droite, mortifères, dangereuses, et qu'elles doivent être combattues sans relâche, y compris dans nos institutions. Les programmes présidentiels de RN ou de Reconquête de 2022 contenaient en grande partie toutes les dérives présentes aujourd'hui aux États-Unis. Ils promettaient en effet la fin de la liberté pédagogique, avec une refonte idéologique des programmes par une chasse aux contenus « wokistes », une sélection des manuels par le ministère, une « neutralité absolue » demandée aux enseignants, une surveillance accrue du contenu enseigné par l'inspection. Ils promettaient aussi l'école de la sélection sociale, du « tri », notamment en mettant fin à toute « discrimination positive », ce qui revient à gommer des décennies de progrès en termes de politiques des quartiers ou d'inclusion.

A ce titre, nous affirmons que le devoir de neutralité des enseignants et chercheurs ne s'applique pas à la défense de notre modèle social et de la démocratie, car cette dernière fait toujours partie de nos missions et de nos programmes, en particulier dans certaines matières sensibles, comme l'EMC, le droit ou l'Histoire-Géographie. Nous veillerons à ce que tous nos collègues puissent continuer à enseigner les faits établis et à rechercher la vérité, à faire de la prévention et informer les jeunes des réalités scientifiques, en résistant à la pression des extrémistes et des obscurantistes, qu'ils soient politiques ou religieux. Nous nous opposerons à toute tentative de manipulation du contenu enseigné et à toute tentative de répression idéologique. Nous n'accepterons pas que des livres soient retirés des étagères des bibliothèques et des CDI parce qu'ils contiennent une vérité scientifique ou historique qui dérange, ou que d'autres contenant de la propagande ou des contre-vérités nous soient imposés contre notre liberté pédagogique.

Nous protégerons et nous défendrons les élèves, étudiants et personnels issus des minorités ou handicapés contre d'éventuelles mesures discriminatoires. Enfin, de façon plus large, nous défendrons la démocratie sociale et l'État de droit contre toute mesure antidémocratique par tous les moyens légaux à notre disposition.